

25 février 2022 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# PROPOS LIMINAIRES DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Nous avons donc tenu ce conseil européen dans le contexte qui a été rappelé par Monsieur le président et Madame la présidente VON DER LEYEN, celui, non pas d'une crise, mais d'une guerre et du choix qui a été fait par le président POUTINE de lancer une série d'opérations militaires massives - et non pas ciblées, comme il l'a dit lui-même il y a quelques heures, sur le Donbass, mais bien des opérations militaires massives sur plusieurs centaines de civils ukrainiens, comme l'a confirmé, il y a quelques heures le président ZELENSKY lui-même.

Face à cette situation de guerre, nous devons en tirer toutes les conclusions. Le choix du président POUTINE est d'une part de faire bégayer l'histoire européenne et nous ramener à des logiques d'empires et de confrontations, et d'autre part, de bafouer tous les principes qui président au droit international, aux chartes et traités, souverainement signés par la Russie ces dernières décennies. Face à ce choix, d'abord nous avons décidé d'anticiper et de rester unis, et nous l'avons fait depuis le début. Notre unité, nous l'avons d'abord conçue pour discuter et donner toutes ses chances à la diplomatie, sans naïveté, sans concession, par un dialogue exigeant que nous avons conduit dans le cadre du format dit de Normandie avec l'Allemagne, et également par les contacts de plusieurs collègues européens et que nos institutions ont pu prendre ces dernières semaines. C'est le choix délibéré du président russe de ne pas saisir cette voie. L'unité et la préparation, c'est celle aussi qui a présidé aux travaux menés par la Commission et je veux remercier Madame la Présidente et ses équipes qui ont fait que durant le mois qui vient de s'écouler, toutes les semaines qui viennent de s'écouler, l'Union européenne a travaillé étroitement avec l'ensemble de ses alliés britanniques, canadiens, américains pour concevoir l'ensemble des sanctions, dont une nouvelle étape a été ce soir actée politiquement par l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement.

Tout cela a été préparé et conçu. Et donc ce soir, nous avons décidé, et je ne reviendrai pas sur la liste qui vient d'être détaillée par Monsieur le Président et Madame la Présidente, très claire, qui est une première réponse. L'Union européenne a donc décidé ensemble d'infliger des coups très sévères à Moscou sur, à la fois, des personnes et des secteurs. Elles seront complétées aussi par des mesures gouvernementales. Et ce matin, j'ai demandé plusieurs travaux, en particulier, sur des biens personnels et une série de personnalités en complément de ces mesures. Ces sanctions viseront également le régime biélorusse, qui est complice dans cette offensive russe. Et je veux insister sur ce point compte tenu des évolutions récentes des dernières semaines.

Le deuxième élément que nous avons acté tous ensemble, sur lequel je voulais ici revenir, c'est évidemment le soutien à l'Ukraine. Une aide économique sans précédent à l'Ukraine a été actée, avec l'adoption d'un paquet d'aide macro-financière de 1,2 milliard d'euros. Elle ira plus loin et continuera à mobiliser tous les moyens financiers et matériels. Je veux ici dire que la France contribuera à cet effort supplémentaire avec 300 millions d'euros pour l'économie ukrainienne et nous sommes prêts à continuer à livrer des matériels militaires et de soutien à la population, comme j'ai pu le dire au président ZELENSKY.

Troisième élément, c'est celui de la protection des Européens et de l'ensemble des nations et des peuples. Protection militaire ; j'ai confirmé ce jour, nous avons notifié à l'OTAN et j'aurai l'occasion de rentrer dans le détail demain lors du sommet OTAN que nous tiendrons : la France continuera à jouer pleinement son rôle de réassurance des alliés de l'OTAN en envoyant en Estonie un nouveau contingent au sein de la présence avancée renforcée, en anticipant sa participation à la police du ciel balte dès le mois de mars et en accélérant aussi son déploiement en Roumanie. Au-delà de cela, je rappelle que nous sommes nation-cadre de la VGTF ; nous tiendrons notre rôle. Je l'ai rappelé, nous serons aux côtés de nos alliés de manière infaillible.

Protection économique aussi, avec l'adoption rapide de mesures pour faire face à cette crise d'une exceptionnelle gravité, en particulier s'agissant des prix de l'énergie, pour que les citoyens européens et nos entreprises soient pleinement protégés. Et puis, protection de notre démocratie, de nos opinions publiques dans le contexte qui vient d'être rappelé, avec des initiatives supplémentaires que nous prendrons en matière de cyber et en matière de lutte contre la désinformation qui est en train d'être propagée sur les réseaux sociaux et par plusieurs relais de propagande russes sur le sol européen. Enfin, pour conclure, je rejoindrai ce qu'a dit le

président MICHEL, que je remercie aussi pour l'ensemble des initiatives qu'il a coordonnées, prises ces derniers jours et ces dernières semaines, et ce que la présidence européenne n'a pu dire.

Nous avons là, je crois, pleinement démontré la nécessité pour notre Europe d'accélérer son agenda de souveraineté. Les temps tragiques de l'histoire reviennent. La guerre est là, sur notre sol. Et donc, si besoin était d'avoir la démonstration que l'Europe n'est pas simplement un marché de consommateurs, mais bien une puissance qui doit penser son indépendance énergétique, sa transition climatique par elle-même, qui doit penser une Europe de la défense capable de protéger ses frontières, ses citoyens et de se projeter vers ses alliés entre autres choses et évidemment aussi, une souveraineté technologique. La guerre que nous sommes en train de vivre nous le démontre cruellement. C'est pourquoi nous continuerons l'agenda amorcé ces derniers mois, ces dernières années pour l'accélérer encore car nous avons là, la démonstration que dans les temps tragiques que nous vivons, l'Europe n'a d'autre choix que de redevenir peut-être, de devenir oserai-je dire, une puissance. Je vous remercie.